Citoyen et citoyenneté dans le manuel scolaire égyptien

Fadi JABER
Université de Lorraine

DOI : https ://doi.org/10.17184/eac.10076

Résumé : Depuis l'indépendance de l'Égypte en 1922, l'éducation patriotique (*al-Tarbiyya al-waṭaniyya*) constitue un instrument central de socialisation civique. Les manuels scolaires égyptiens sont conçus comme des supports institutionnels et discursifs, reflétant les idéologies, normes et valeurs de l'État. Ils construisent un modèle de « bon citoyen », loyal, responsable et engagé envers la patrie, tout en intégrant une dimension morale et religieuse. L'analyse des manuels de première et deuxième année du secondaire montre une progression pédagogique : le premier met l'accent sur l'identité nationale et les valeurs culturelles, tandis que le second introduit les droits, devoirs et institutions civiques, toujours dans un cadre normatif étatique. Les manuels mobilisent l'histoire, la religion et les événements nationaux pour légitimer la citoyenneté, tout en articulant famille, école, lieux de culte, médias et société civile comme instruments de socialisation. Cette étude révèle la tension entre loyauté normative et ouverture à des compétences civiques critiques dans la formation citoyenne égyptienne.

Mots-clés : Manuel scolaire, citoyenneté, éducation patriotique, socialisation civique, nationalisme

Introduction

Depuis l'indépendance de l'Égypte en 1922, la formation du citoyen est au cœur des politiques éducatives du pays. Le manuel d'éducation patriotique (*al-Tarbiyya al-waṭaniyya*) occupe une place centrale dans la socialisation des élèves, en diffusant des valeurs, des normes et des idéologies censées refléter une pensée dominante.

L'étude de la citoyenneté s'inscrit ainsi dans un champ de recherche pluridisciplinaire mobilisant la sociologie de l'éducation, l'analyse critique du discours, les études sur les manuels scolaires ainsi que les théories contemporaines de la citoyenneté.

Loin de constituer un support neutre, le manuel scolaire apparaît comme un objet institutionnel stratégique, traversé par des enjeux de normativité, de légitimation idéologique et de construction identitaire. Dans cette perspective, l'analyse de la notion

de citoyenneté telle qu'elle est formulée et mise en scène dans les contenus scolaires permet d'interroger les modalités par lesquelles l'État participe à la fabrication d'un « bon citoyen », conforme aux attentes sociales et politiques du moment.

Dans ce cadre, l'objectif central de cette contribution sera l'analyse du manuel scolaire égyptien d'éducation patriotique afin d'examiner la manière dont il construit un modèle de citoyenneté ainsi que les normes idéologiques, religieuses et politiques qui sous-tendent cette construction. Pour ce faire, le manuel sera envisagé comme :

Un objet politique et institutionnel

Le manuel scolaire constitue un outil central dans les systèmes éducatifs modernes. Historiquement conçu comme un support de transmission des savoirs, il s'est progressivement imposé comme un instrument de socialisation politique et culturelle. Les recherches en sciences sociales ont largement montré que l'école ne saurait être réduite à un espace de neutralité, dans la mesure où elle participe activement à la reproduction des structures sociales et des normes dominantes.

Dans cette perspective, la sociologie du curriculum, initiée notamment par Young[1], souligne que les savoirs scolaires ne sont jamais de simples reflets objectifs de la réalité : ils résultent de processus de sélection, de hiérarchisation et de légitimation. Le manuel scolaire matérialise cette sélection en fixant, sous forme de contenus pédagogiques, un ensemble de représentations jugées légitimes par l'institution.

La dimension politique du manuel scolaire est particulièrement manifeste dans les disciplines liées à l'histoire, à la morale ou à l'éducation civique. Choppin[2] insiste sur le fait que le manuel est un objet « intentionnel », produit dans un cadre institutionnel et porteur d'une finalité éducative et idéologique. Il constitue un témoin des idéaux d'une époque, tout en étant un vecteur actif de leur diffusion.

De même, Apple[3] rappelle que, dans les sociétés contemporaines, en particulier aux États-Unis, les contenus scolaires relèvent d'un « savoir officiel » (*official knowledge*), c'est-à-dire d'un savoir sélectionné par les autorités éducatives et politiques afin de consolider un ordre social donné. Dans cette logique, le manuel scolaire est un espace où se cristallisent des rapports de pouvoir, puisque ce qui est enseigné, et la manière dont cela est enseigné, reflète les intérêts et les orientations des groupes dominants.

L'étude du manuel d'éducation patriotique égyptien s'inscrit pleinement dans cette perspective : il s'agit d'un support explicitement destiné à transmettre un modèle civique et national, sous contrôle étatique, et donc particulièrement révélateur des conceptions institutionnelles de la citoyenneté.

[1] Young M. F. D., *Knowledge and control : new direction for the sociology of education*, Collier-Macmillan, London,1971.

[2] Choppin A. (2008), « Le manuel scolaire, une fausse évidence historique », *Histoire de l'éducation*, 117, 1, France, p. 7-56.

[3] Apple M. W., *Official Knowledge. Democratic Education in a Conservative Age*, Routledge, London, 1993.

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236

Un discours normatif

Au-delà de sa fonction pédagogique, le manuel scolaire constitue un discours institutionnel spécifique. L'analyse du discours permet d'interroger la manière dont les textes scolaires produisent des évidences, construisent des catégories et orientent l'interprétation des apprenants.

Ainsi, le manuel scolaire peut être appréhendé comme un discours institutionnel au sens de Maingueneau[4], dans la mesure où il est produit dans un cadre institutionnel qui lui confère autorité et légitimité.

Cette approche rejoint les travaux de Fairclough[5] sur l'analyse critique du discours (*Critical Discourse Analysis*), qui mettent en évidence le rôle du langage dans la reproduction des rapports de domination. Les discours éducatifs, sous couvert de neutralité, participent à la naturalisation de normes politiques et culturelles. Le manuel devient alors un espace de persuasion implicite, où l'adhésion aux valeurs proposées est construite comme allant de soi.

Dans le cas égyptien, le manuel scolaire, en tant que discours d'État, produit ainsi une vision normée du monde social, tout en effaçant les conditions de production idéologique de cette vision.

L'enseignement de l'éducation patriotique en Égypte

Aperçu historique

L'éducation patriotique (*al-Tarbiyya al-waṭaniyya*, littéralement « éducation nationale » mais le contenu oriente plutôt vers « éducation patriotique » comme équivalent) constitue depuis le XX^{e} siècle un instrument central de socialisation politique en Égypte. Elle vise à former des citoyens attachés à l'État, à l'identité nationale et aux valeurs sociales dominantes. Son évolution reflète étroitement les transformations politiques du pays : colonisation britannique, nationalisme post-indépendance, socialisme nassérien, libéralisation économique, puis recompositions politiques contemporaines.

L'émergence d'une éducation patriotique en Égypte est liée à la formation du système scolaire moderne à la fin du XIX^{e} siècle, sous influence ottomane puis britannique. Après l'indépendance formelle de 1922, les élites politiques et intellectuelles considèrent l'école comme un outil essentiel pour construire une identité nationale moderne.

Dans ce contexte, des penseurs tels que Ṭāhā Ḥusayn soulignent la nécessité de réformer l'éducation pour renforcer la cohésion nationale et l'indépendance culturelle. Son ouvrage *Mustaqbal al-ṯaqāfa fī Miṣr*[6] (*L'avenir de la culture en Egypte*) insiste notamment sur l'importance de l'éducation dans la construction de la nation moderne.

[4] Maingueneau D., *L'analyse du discours : introduction aux lectures de l'archive*, Hachette, Paris, 1991 et Maingueneau D., *Discours et analyse du discours*, Armand Colin, Paris, 2014.

[5] Fairclough N., *Critical Discourse Analysis*, Addison Wesley, Boston, 1995.

[6] Ḥusayn T., *Mustaqbal al-ṯaqta fī Misr* (*L'Avenir de la culture en Egypte*), Maṭbaᶜat al-maᶜārif wamakatabatu-hā, Egypte, .

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236

Cependant, l'éducation patriotique reste alors diffuse, intégrée à l'enseignement de l'histoire, de la morale ou de la religion. Elle vise surtout à promouvoir l'unité nationale et la loyauté envers l'État, plutôt qu'une citoyenneté participative au sens démocratique contemporain.

La révolution de 1952 marque un tournant majeur. Le régime de Gamal Abdel Nasser nationalise progressivement l'éducation et utilise les programmes scolaires pour diffuser une idéologie nationale fondée sur le nationalisme arabe et égyptien, le socialisme d'État et l'anti-impérialisme.[7]

L'éducation civique devient alors une matière plus structurée, souvent associée à l'histoire nationale et aux valeurs révolutionnaires. Ainsi, les programmes scolaires depuis cette période promeuvent un récit national homogène destiné à renforcer l'identité collective et la loyauté envers l'État. Cette orientation correspond à un modèle d'éducation « civico-patriotique », centré sur l'adhésion à la nation plutôt que sur l'esprit critique.

Sous Anouar al-Sadate puis Hosni Moubarak, l'éducation civique se transforme progressivement. Trois évolutions principales peuvent être observées :

a) Rééquilibrage idéologique : après la rupture avec le socialisme nassérien, les programmes insistent davantage sur l'identité nationale égyptienne plutôt que panarabe, sur les valeurs religieuses islamiques comme composante morale et sur la légitimité de l'État et de ses institutions.

b) Introduction de notions universelles : à partir des années 1990, les curricula commencent à intégrer des concepts tels que la démocratie, les droits humains et la participation civique. Toutefois, ces notions restent souvent présentées dans un cadre national étroit et peu critique.

c) Fonction de stabilisation politique : l'éducation patriotique sert désormais à maintenir la stabilité sociale en promouvant l'ordre, l'unité nationale et l'adhésion au régime politique.[8]

La révolution de 2011 ouvre une période de débats intenses sur l'éducation patriotique. La question de la citoyenneté devient centrale dans les discussions éducatives, notamment concernant la participation politique des jeunes, la pluralité des identités et la démocratisation du système éducatif.

Cependant, les programmes scolaires continuent largement à privilégier un discours nationaliste dominant, parfois au détriment de la diversité culturelle ou du pluralisme politique.

Aujourd'hui, l'enseignement d'*al-Tarbiyya al-waṭaniyya* en Égypte oscille entre deux logiques :

[7] El-Nagar A. M., Krugly-Smolska E. (2009) « Citizenship Education and Liberal Democratic Change : The Egyptian Case », *Canadian and International Education*, 38, 2, p. 36-54.

[8] Dorio J. N., Abdou E. D., Moheyeldine N., *The Struggle for Citizenship Education in Egypt. (Re)Imagining Subjects and Citizens*, Routledge, London, 2018.

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236

a) Logique étatique traditionnelle : renforcement de l'identité nationale, valorisation de la stabilité politique, transmission d'un récit historique unifié.

b) Approches réformatrices : développement de compétences civiques critiques, inclusion de perspectives diverses, promotion de l'engagement citoyen.[9]

Cette tension reflète les débats plus larges sur la citoyenneté, la démocratie et l'identité nationale dans la société égyptienne contemporaine.

Ainsi, l'histoire de l'éducation civique en Égypte illustre l'interaction étroite entre système éducatif et transformations politiques. Depuis les débuts nationalistes du XX^{e} siècle jusqu'aux débats post-révolutionnaires récents, *al-Tarbiyya al-waṭaniyya* a servi à la fois d'outil de construction nationale et de régulation politique. Si les programmes ont progressivement intégré des notions modernes de citoyenneté et de droits humains, leur orientation demeure largement influencée par les priorités politiques de l'État.

Corpus étudié

Le corpus retenu pour cette étude se compose de deux manuels officiels d'éducation patriotique utilisés dans l'enseignement secondaire égyptien : le manuel de première année du secondaire intitulé *al-Tarbiyya al-waṭaniyya (Anā al-Miṣrī)* (« *Éducation patriotique – Je suis l'Égyptien* »)[10] et le manuel de deuxième année du secondaire intitulé *al-Muwāṭana wa-ḥuqūq al-insān* (« *Citoyenneté et droits de l'homme* »)[11].

Ces ouvrages sont publiés sous la supervision du ministère égyptien de l'Éducation et s'inscrivent dans la réforme curriculaire engagée à partir de 2018 dans le cadre du programme national de modernisation éducative (*La Vision de l'Égypte 2030*).

Le choix de ces manuels comme corpus d'analyse se justifie par leur fonction institutionnelle centrale dans la transmission des représentations officielles de la citoyenneté. En tant que supports pédagogiques obligatoires dans l'enseignement secondaire, ils constituent un espace privilégié de diffusion des normes civiques, des valeurs nationales et des modèles de citoyenneté promus par l'institution scolaire et, plus largement, par l'État.

Le manuel *Anā al-Miṣrī* adopte principalement une approche identitaire et historico-culturelle de la citoyenneté. Il met l'accent sur la formation de la « personnalité égyptienne », présentée comme héritière d'une civilisation plurimillénaire caractérisée par des valeurs de religiosité, de tolérance, de solidarité et d'attachement à la patrie. La citoyenneté y est envisagée sous un angle essentiellement moral et axiologique, à travers la valorisation de comportements socialement attendus tels que le respect des institutions, la loyauté nationale et la participation au développement du pays.

Le manuel accorde également une place importante à la jeunesse, conçue comme acteur clé du progrès national. Cette orientation témoigne d'une volonté de socialisation

[9] *Idem.*

[10] Al-Ǧamal ᶜAlī Aḥmad *et al.*, *Al-Tarbiyya l-waṭaniyya. Anā al-Miṣrī*, al-ṣaff al-awwal al-ṯānawī, Markaz taṭwīr al-manāhiǧ wa-l-mawād al-taᶜlīmiyya, le Caire, 2018. Désormais *EP1.*

[11] Al-Ǧamal ᶜAlī Aḥmad et *al.*, *Al-Tarbiyya l-waṭaniyya. al-Muwāṭana wa-ḥuqūq al-insān*, al-ṣaff al-ṯānī l-ṯānawī, Markaz taṭwīr al-manāhiǧ wa-l-mawād al-taᶜlīmiyya, le Caire, 2018. Désormais *EP2.*

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236

civique visant à produire des citoyens engagés dans le développement social et économique tout en adhérant aux valeurs institutionnelles dominantes.

Le manuel de deuxième année, *al-Muwāṭana wa-ḥuqūq al-insān*, propose une approche plus explicitement politique et juridique de la citoyenneté. Il introduit les concepts d'État, de Constitution, de droits et devoirs des citoyens ainsi que les principes relatifs aux droits de l'homme. Cette évolution curriculaire correspond à une progression pédagogique qui articule la construction identitaire initiale à une compréhension plus structurée des cadres institutionnels et juridiques de la citoyenneté.

Toutefois, la présentation des droits de l'homme s'inscrit dans un processus de contextualisation culturelle et religieuse, ce qui tend à intégrer ces principes universels dans un cadre normatif national spécifique. Le manuel met également l'accent sur la participation sociale encadrée, notamment à travers les thématiques du volontariat, du rôle des institutions et de la cohésion sociale.

L'association de ces deux manuels permet d'observer la construction progressive d'un modèle de citoyenneté scolaire en Égypte : le premier privilégie une dimension identitaire et morale, tandis que le second formalise les aspects institutionnels, juridiques et sociaux de la citoyenneté. Cette progression curriculaire offre un terrain d'analyse pertinent pour examiner la manière dont l'institution scolaire égyptienne définit le citoyen idéal, articule identité nationale et participation civique, et transmet les normes politiques et sociales aux élèves.

La construction d'un modèle de citoyenneté

L'analyse des manuels égyptiens d'éducation patriotique du cycle secondaire met en évidence un processus discursif complexe de construction du citoyen. Ces manuels, en tant que discours institutionnels scolaires, ne se limitent pas à transmettre des connaissances civiques : ils participent activement à la production d'un modèle normatif de citoyenneté articulant identité nationale, référentiel religieux et loyauté politique.

Nationalisme scolaire et sacralisation de la patrie

Un premier aspect idéologique central réside dans la construction d'une patrie sacralisée. Le manuel affirme que :

" الوطن لا يعني المكان فقط بل يشمل البيئة المادية والبيئة المعنوية والثقافية "[12]

« La patrie ne désigne pas seulement un lieu, mais englobe l'environnement matériel ainsi que l'environnement moral et culturel. » (notre traduction)

[12] *EP1*, p. 25.

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236

Cette définition dépasse la territorialité juridique pour construire une appartenance totale : culturelle, morale et affective. Le patriotisme est par ailleurs naturalisé historiquement :

" نحن يجمعنا وطن واحد له تاريخه ونضاله المشترك "[13]

« Nous sommes unis par une seule patrie ayant une histoire et une lutte communes. » (notre traduction)

Ce type de narration renforce un récit téléologique de la nation, souvent caractéristique du nationalisme scolaire. Il tend à simplifier les conflits internes ou les ruptures historiques afin de produire une continuité nationale consensuelle.

L'usage de références religieuses accentue cette sacralisation :

" حب الوطن لا يتناقض مع الانتماء للعقيدة "[14]

« L'amour de la patrie n'est pas incompatible avec l'appartenance religieuse. » (notre traduction)

La mobilisation religieuse confère ainsi au patriotisme une légitimité morale et émotionnelle forte, mais elle peut aussi limiter l'espace critique, puisque la loyauté nationale acquiert une dimension quasi sacrée.

La dimension du sacré : religion et légitimation morale de la citoyenneté

L'un des aspects les plus marquants de ces manuels est l'intégration explicite du religieux dans la définition de la citoyenneté. L'islam et le christianisme sont principalement mobilisés comme sources convergentes de valeurs civiques. Par ailleurs, le manuel considère que la citoyenneté est antérieure à l'État moderne :

" لقد وجدت المواطنة منذ أن وجدت الكيانات والتجمعات البشرية والمجتمعية فهي مستمدة من الطبيعة الإنسانية وتستلهم معانيها السامية من الديانات السماوية وهي أسبق في الظهور والانتشار من الاتفاقيات الدولية والدساتير الحديثة"[15]

« La citoyenneté existe depuis l'apparition des entités et des groupements humains et sociaux. Elle est issue de la nature humaine et puise ses significations élevées dans les religions célestes ; elle est antérieure, dans son apparition et sa diffusion, aux conventions internationales et aux constitutions modernes. » (notre traduction)

Le manuel tend ainsi à naturaliser la citoyenneté, c'est-à-dire à la présenter comme une donnée anthropologique plutôt que comme une construction historique et politique.

[13] *Idem.*
[14] *Idem.*
[15] *EP1*, p. 26.

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236

Cette stratégie discursive a plusieurs effets :

- elle dépolitise partiellement la citoyenneté en la rendant quasi naturelle ;
- elle légitime les normes civiques existantes en les associant à des valeurs universelles et intemporelles ;
- elle réduit la visibilité des conflits historiques ayant façonné les droits civiques.

Cette articulation entre religion et citoyenneté pourrait remplir plusieurs fonctions idéologiques :

- Sacralisation du lien national : la référence religieuse confère une dimension morale forte à l'appartenance nationale. L'engagement civique devient ainsi implicitement un devoir spirituel.
- Légitimation de l'unité nationale : la mobilisation simultanée à plusieurs reprises de références islamiques et chrétiennes vise à consolider l'image d'une communauté nationale harmonieuse.

Par ailleurs, les manuels légitiment la citoyenneté par un fondement religieux et moral et affirment la continuité entre tradition religieuse et État contemporain. Par une citation biblique et une référence à la charte de Médine, les auteurs valorisent ces deux religions et créent une hiérarchie implicite qui renforce la noblesse de ces sources de citoyenneté et souligne leur antériorité.

Même lorsque les manuels évoquent des conceptions plus anciennes de la citoyenneté, elles sont critiquées pour leur manque d'inclusion et pour leur ambition dominatrice :

" تمثل بنود صحيفة المدينة مبادئ مهمة لفكرة المواطنة حيث نصت على احترام حقوق وحريات كل من سكن في المدينة مسلما كان أو غير مسلم وألزمته بواجبات دون تمييز من غيره وقد تفوقت بذلك على تصور أثينا القديم الذي كان يقدم تصورا للمواطنة يستبعد الأجانب والنساء والعبيد أو التصور الروماني الذي كان يقوم على هيمنة روما على رعايا الإمبراطورية "[16]

« Les dispositions de la Charte de Médine représentent des principes importants pour l'idée de citoyenneté, puisqu'elles prévoyaient le respect des droits et des libertés de tous ceux qui résidaient dans la ville, qu'ils soient musulmans ou non, et leur imposaient des devoirs sans discrimination entre eux. Elle dépassait ainsi la conception ancienne d'Athènes, qui proposait une vision de la citoyenneté excluant les étrangers, les femmes et les esclaves, ainsi que la conception romaine fondée sur la domination de Rome sur les sujets de l'Empire. » (notre traduction)

Ce passage, sans contextualiser les références mentionnées, met en évidence que les clauses de la Charte de Médine représentent une conception avancée de la citoyenneté. Elles reposent sur le respect des droits et des libertés de tous les habitants de la ville, qu'ils soient musulmans ou non. Cette vision insiste sur l'égalité entre les

[16] *EP1*, p. 27.

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236

membres de la société, car chacun est soumis à des devoirs communs sans discrimination religieuse ou sociale. Cette approche traduit une conception de la citoyenneté fondée sur la coexistence, la reconnaissance de la diversité et la participation collective à l'organisation de la communauté. La citoyenneté n'est donc pas limitée à l'appartenance religieuse, mais inclut toute personne vivant dans la cité et respectant ses règles. L'extrait souligne également la différence avec les conceptions anciennes de la citoyenneté. À Athènes, elle excluait plusieurs catégories comme les étrangers, les femmes et les esclaves, ce qui limitait fortement l'égalité civique. Quant au modèle romain, il reposait davantage sur la domination politique de Rome sur les peuples de l'Empire plutôt que sur une égalité réelle entre citoyens. Ainsi, le texte présente la Charte de Médine comme une étape importante dans l'évolution de l'idée de citoyenneté, fondée sur l'égalité des droits, les devoirs communs et la coexistence entre différentes composantes de la société.

La figure du « bon citoyen »

Le « bon citoyen » dans les manuels égyptiens d'éducation patriotique se construit généralement à travers un ensemble de valeurs, de normes et de représentations articulant nationalisme, morale civique, loyauté étatique et participation sociale encadrée.

Cette construction relève moins d'une simple transmission d'informations que d'une socialisation politique normative, où l'école participe à définir ce que signifie être un citoyen légitime.

Ainsi, le « bon citoyen » est d'abord présenté comme patriote et loyal envers la patrie. L'attachement au territoire, à l'histoire nationale et aux symboles de l'État constitue le socle de la citoyenneté. Par ailleurs, l'amour de la patrie est présenté comme un devoir moral plutôt que politique.

Les manuels insistent également sur le respect des lois, l'accomplissement des devoirs et la primauté de l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel. Pour favoriser la stabilité sociale mais aussi limiter la légitimité des revendications citoyennes et du débat critique, le « bon citoyen » doit être : responsable, tolérant, libre, dans la limite de la responsabilité et de la discipline, et respectueux des institutions.

Par ailleurs, le « bon citoyen », selon les manuels, est encouragé à s'engager dans le bénévolat et les actions sociales collectives, mais rarement invité à devenir un acteur de contestation politique. Cela favorise la cohésion sociale tout en limitant l'apprentissage du pluralisme conflictuel propre aux démocraties.

Ainsi, toutes les épreuves traversées par l'histoire moderne de l'Égypte trouvent une issue triomphale grâce à la participation des citoyens, envisagés principalement à travers leur appartenance religieuse plutôt que leur qualité de citoyen.

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236

D'après les manuels :

" ثورة 1919 التي تجلت فيها أروع وأعظم مظاهر الوحدة الوطنية والالتحام بين أبناء الشعب المصري وصمودهم ومقاومتهم الباسلة أمام الاحتلال البريطاني وكذلك تصديهم للمؤامرة الخبيثة لتفتيت الجبهة الداخلية وضرب الوحدة الوطنية. فقد كان شعار الثورة "يحيا الهلال مع الصليب". كما خطب القساوسة في منابر المساجد وخطب الشيوخ في الكنائس في مشهد وطني رائع جسدته هذه الثورة "[17]

« La révolution de 1919, au cours de laquelle se manifestèrent les plus beaux et les plus grands exemples d'unité nationale, de solidarité entre les enfants du peuple égyptien, ainsi que leur fermeté et leur courageuse résistance face à l'occupation britannique, tout comme leur opposition au complot perfide visant à fragmenter le front intérieur et à porter atteinte à l'unité nationale. Le slogan de la révolution était : "Vive le croissant avec la croix." Des prêtres prêchèrent dans les mosquées et des cheikhs dans les églises, dans une scène nationale remarquable que cette révolution a incarnée. » (notre traduction)

Cette conception rend chaque Égyptien, musulman ou chrétien, un acteur actif dans la résistance et la défense de la nation. Pour les auteurs des manuels, la révolution de 1919 n'est pas seulement une lutte contre l'occupant, c'est un apprentissage historique de la citoyenneté, où l'appartenance à la nation implique engagement, solidarité et responsabilité civique. Donc, la citoyenneté y est présentée avant tout comme une appartenance collective à la nation, fondée sur la cohésion, la résistance et la défense du pays plutôt que sur une dimension strictement juridique ou institutionnelle.

De même, d'autres moments clés de l'histoire moderne égyptienne sont abordés : la victoire lors de la Guerre du 6 octobre 1973 est présentée comme le fruit de l'unité nationale incarnée par l'armée égyptienne « composée de ses musulmans et de ses coptes » [18](), et la révolution du 25 janvier 2011 n'aurait pas abouti sans le sacrifice des citoyens.

En conséquence, dans toutes ces étapes de l'histoire moderne égyptienne, la citoyenneté se traduit par un engagement actif et solidaire pour le bien commun, et le « bon citoyen » dépasse les différences religieuses, politiques ou sociales pour servir la nation.

Institutions et apprentissage de la citoyenneté

Selon ces manuels, la citoyenneté ne peut se développer pleinement que si toutes les institutions socialisantes coopèrent de manière coordonnée pour inculquer aux enfants des valeurs, des compétences et des attitudes civiques. Ces institutions incluent la famille, l'école, les lieux de culte, les médias et les structures de la société civile. L'objectif est de former un citoyen conscient de ses droits et devoirs, capable d'interagir de manière constructive avec la société tout en respectant la diversité et l'autorité des symboles nationaux.

[17] *EP1*, p. 39.
[18] *Idem.*

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236

- La famille : selon le manuel :

" تعد الأسرة أهم مؤسسات التنشئة الاجتماعية والتربية السياسية للطفل حيث تزوده بالمعارف والمهارات والاتجاهات والقيم السائدة في مجتمعه "[19]

« La famille est la principale institution de socialisation et d'éducation politique de l'enfant, car elle lui fournit les connaissances, les compétences, les attitudes et les valeurs prédominantes dans sa société. » (notre traduction)

Dans cette perspective, la famille est à la fois un lieu de transmission des valeurs traditionnelles et un laboratoire de citoyenneté pratique : l'enfant apprend à coopérer, à assumer des responsabilités et à développer une conscience morale.

- L'école : le manuel précise :

" ويجب أن تقدم المدرسة برامج توعية تدعم المواطنة لدى الطالب سواء من خلال المناهج أو الأنشطة الطلابية بأنواعها المختلفة فيتعرف الطلاب واجباتهم وحقوقهم تجاه المدرسة باعتبارها واحدة من مؤسسات المجتمع."[20]

« L'école doit proposer des programmes de sensibilisation qui soutiennent la citoyenneté chez l'élève, que ce soit à travers les programmes scolaires ou les activités étudiantes de toutes sortes, afin que les élèves apprennent leurs devoirs et leurs droits vis-à-vis de l'école en tant qu'institution de la société. » (notre traduction)

Ainsi, l'école devient un lieu où l'élève pratique la citoyenneté et apprend à interagir avec ses pairs, à respecter les règles collectives et à prendre des décisions responsables, développant des compétences civiques essentielles, mais dans le cadre scolaire sans indication sur leur application dans un contexte plus large.

- Les lieux de culte : ils offrent une dimension morale et éthique complémentaire à l'éducation civique, en renforçant des valeurs fondamentales pour la vie en société et la citoyenneté responsable.[21]
- Les médias : selon le manuel, ils jouent un rôle central dans l'éducation civique moderne, en permettant aux citoyens d'accéder à l'information, d'exprimer leurs opinions et de participer à un dialogue interculturel, renforçant la citoyenneté active et responsable.[22]
- La société civile : elle offre un espace concret de pratique citoyenne, où les citoyens peuvent exercer leurs droits, participer aux décisions collectives et renforcer leur sens des responsabilités envers la communauté.[23]

[19] *EP2.* 14.
[20] *EP2.* 14-15.
[21] *EP2.* 15.
[22] *EP2.* 15-16.
[23] *EP2.* 16.

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236

Selon cette perception, l'éducation à la citoyenneté est conçue comme une responsabilité partagée, visant à former des citoyens responsables, solidaires et conscients de leurs droits et devoirs, capables de contribuer au développement de la société dans le respect des valeurs nationales et universelles.

Conclusion

L'analyse des manuels scolaires égyptiens d'éducation patriotique révèle que la citoyenneté y est envisagée comme un concept normatif et encadré, à la fois moral, identitaire et civique, articulant des valeurs nationales, religieuses et politiques. Ces manuels ne se limitent pas à transmettre des connaissances : ils construisent un modèle de « bon citoyen », loyal, responsable et engagé envers la patrie, tout en valorisant la solidarité et l'unité nationale.

Plusieurs enseignements peuvent être dégagés de cette étude. Premièrement, la citoyenneté est présentée comme indissociable de l'appartenance à la nation et à la communauté religieuse, renforçant le patriotisme par une légitimation morale et historique. Les références à des événements historiques (révolution de 1919, guerre d'octobre 1973, révolution du 25 janvier 2011) et aux textes religieux sont mobilisées pour illustrer un engagement civique exemplaire et universel, transcendant les différences sociales et confessionnelles.

Deuxièmement, les manuels mettent en avant un modèle institutionnel et intégré de socialisation civique : la famille, l'école, les lieux de culte, les médias et la société civile sont conçus comme des entités complémentaires participant à la formation de la citoyenneté. La famille initie l'enfant aux valeurs et aux responsabilités ; l'école formalise l'apprentissage civique ; les lieux de culte renforcent l'éthique et la cohésion sociale ; les médias permettent l'accès à l'information et l'expression citoyenne ; la société civile offre un espace de participation concrète. Cette approche holistique reflète la volonté de l'État de produire des citoyens responsables, solidaires et respectueux des institutions.

Enfin, cette analyse met en évidence une tension persistante entre deux logiques éducatives : la première, étatique et normative, privilégie la loyauté, l'unité et le respect des normes ; la seconde, réformatrice et critique, tend à introduire des compétences civiques, des droits universels et une participation sociale encadrée. Cette dualité illustre les débats contemporains sur la citoyenneté en Égypte, entre construction identitaire nationale et ouverture aux valeurs universelles et pluralistes.

En conclusion, le manuel d'éducation patriotique égyptien apparaît comme un instrument stratégique de socialisation civique, visant à former des citoyens capables de contribuer au développement de la société tout en intégrant des valeurs nationales et religieuses. Il constitue un reflet des priorités idéologiques et politiques de l'État, mais offre également une base pour penser l'éducation civique dans une perspective évolutive, ouverte aux débats sur la citoyenneté, la démocratie et les droits humains.

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236

Bibliographie

Al-Ǧamal ᶜAlī Aḥmad et *al.*, *Al-Tarbiyya l-waṭaniyya. al-Muwāṭana wa-ḥuqūq al-insān*, al-ṣaff al-ṯānī l-ṯānawī, Markaz taṭwīr al-manāhiǧ wa-l-mawād al-taᶜlīmiyya, le Caire, 2018. (*EP2*).

Al-Ǧamal ᶜAlī Aḥmad *et al.*, *Al-Tarbiyya l-waṭaniyya. Anā al-Miṣrī*, al-ṣaff al-awwal al-ṯānawī, Markaz taṭwīr al-manāhiǧ wa-l-mawād al-taᶜlīmiyya, le Caire, 2018. (*EP1*).

Apple M. W., *Official Knowledge. Democratic Education in a Conservative Age*, Routledge, London, 1993.

Choppin A. (2008), « Le manuel scolaire, une fausse évidence historique », *Histoire de l'éducation*, 117, 1, France, p. 7-56.

Dorio J. N., Abdou E. D., Moheyeldine N., *The Struggle for Citizenship Education in Egypt. (Re)Imagining Subjects and Citizens*, Routledge, London, 2018.

El-Nagar A. M., Krugly-Smolska E. (2009) « Citizenship Education and Liberal Democratic Change : The Egyptian Case », *Canadian and International Education*, 38, 2, p. 36-54.

Fairclough N., *Critical Discourse Analysis*, Addison Wesley, Boston, 1995.

Ḥusayn T., *Mustaqbal al-ṯaqta fī Misr (L'Avenir de la culture en Egypte)*, Maṭbaᶜat al-maᶜārif wa-makatabatu-hā, Egypte, 1938.

Maingueneau D., *Discours et analyse du discours*, Armand Colin, Paris, 2014.

Maingueneau D., *L'analyse du discours : introduction aux lectures de l'archive*, Hachette, Paris, 1991.

Young M. F. D., *Knowledge and control : new direction for the sociology of education*, Collier-Macmillan, London,1971.

Published in : JABER, Fadi (dir.), *Transmission de modèles et d'idéaux à travers le manuel scolaire*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005236, doi : 10.17184/eac.9782813005236